

(1) aient choisi de réprouver gratuitement les mesures prises par le Royaume-Uni et la France, qui visaient à prévenir une guerre de grande envergure dans la région de Suez;

Pouvait-on mieux préciser les faits, ou mieux définir les dispositions prises par le gouvernement canadien? Le paragraphe 2 signale que la Chambre regrette que les conseillers de Son Excellence

(2) aient suivi avec soumission la ligne de conduite irrationnelle des États-Unis d'Amérique et aient ainsi favorisé une attitude fanfaronne et provocatrice de la part du dictateur égyptien.

Depuis une dizaine d'années le gouvernement canadien cherche à s'insinuer dans les bonnes grâces des États-Unis. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, telle a été la ligne de conduite du gouvernement du Canada. Le premier ministre sait que le Gouvernement donne prise à ce reproche. Hier, il a fait bien du chichi à ce sujet. "Nous n'avons pas voté avec les États-Unis sur deux de ces résolutions", a-t-il dit. Non, le Gouvernement n'a pas voté avec les États-Unis, mais il a pris bien soin de ne pas voter contre. Le Canada s'est abstenu. Je me demande ce qui arriverait si le premier ministre voulait aller visiter les postes de la ligne d'alerte préliminaire dans le Grand Nord. Comme les autres Canadiens, il serait obligé, je présume, d'obtenir l'autorisation à New-York pour visiter ces postes.

**Le très hon. M. St-Laurent:** Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

**M. Green:** Je m'y oppose.

**Le très hon. M. St-Laurent:** L'honorable député sait que c'est absolument faux. Il sait qu'aucun Canadien n'est obligé d'obtenir l'autorisation des autorités des États-Unis.

**L'hon. M. Rowe:** Qu'en dirait M. Blair Fraser?

**M. Green:** Le premier ministre est toujours dans les mêmes dispositions aimables et gentilles de l'oncle Louis, tout comme hier soir.

**Le très hon. M. St-Laurent:** Il restera dans ces dispositions tant que l'honorable député lui en fournira l'occasion.

**M. Green:** Monsieur l'Orateur, j'espère que vous vous rappellerez toutes ces interruptions dans le calcul de mon temps de parole.

Autant qu'on sache, voici quelle a été la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Tout d'abord, il y a quelques mois, les États-Unis ont refusé de financer le barrage d'Assouan. Ce fut la cause directe de la saisie du canal de Suez par l'Égypte. A l'époque, les États-Unis se sont montrés très durs pour le président Nasser. Ils ont maintenant fait volte-face parce qu'ils estiment que ce pantin des Russes fera leur jeu. La politique étrangère américaine consiste maintenant à raffermir

la situation de Nasser et, sans doute aussi, à obtenir que le Royaume-Uni et la France se retirent du Moyen-Orient. Il semble que la politique du Canada soit la même. Le premier ministre n'a rien dit hier qui puisse indiquer que notre politique, pour ce qui est du Moyen-Orient, soit différente de celle des États-Unis.

La situation est très bien exposée dans un de nos hebdomadaires de la Colombie-Britannique, l'*Advance* d'Agassiz-Harrison, numéro du 15 novembre. Je cite:

Le Canada et les États-Unis auraient bien fait de se rappeler que la Grande-Bretagne et la France étaient leurs meilleurs amis. Ils ont maintenant largement contribué à détruire ces amis et cette amitié sans rien gagner pour les remplacer.

Il n'est pas du tout impossible que cette façon de faire n'entraîne notre pays à la catastrophe. Les États-Unis admireraient bien plus notre pays si le Gouvernement cessait d'être leur valet.

Le troisième alinéa de la proposition d'amendement est ainsi conçu:

3. aient placé le Canada dans l'humiliante situation d'accepter des diktats du président Nasser.

Comme le premier ministre a été naïf à ce sujet hier! Ce brave Nasser, il ne peut pas se tromper! Notre premier ministre a dit que le Canada n'avait pas eu de pourparlers avec le président Nasser, tout en reconnaissant ensuite l'exactitude des déclarations des journaux au sujet du veto opposé par celui-ci à l'entrée au Moyen-Orient des *Queen's Own Rifles*. Il a admis que le président Nasser avait déconseillé la chose. Il ajoutait qu'il ne fallait pas aller trop vite en besogne, ces troupes canadiennes devant servir dans le désert de Sinaï. Mais j'avais eu l'impression qu'elles allaient servir dans la zone du canal de Suez et que cette police des Nations Unies allait enfin prendre des mesures destinées à résoudre la crise du canal. Mais il semble que c'est dans le désert de Sinaï qu'on va envoyer les Canadiens.

Dans tout ce qu'il a dit sur cet alinéa de l'amendement, le premier ministre n'a eu que des mots doux à l'égard du président Nasser. Selon lui, le président Nasser aurait dit au général Burns qu'il souhaite ardemment conserver de bonnes relations avec le Canada. Pourquoi ne le souhaiterait-il pas, je vous le demande, ce petit dictateur envers qui le Canada s'est montré mieux disposé qu'envers le Royaume-Uni et la France dans la crise actuelle?

Cette crise de Suez a révélé bien clairement encore une fois que le présent Gouvernement est au pouvoir depuis trop longtemps au Canada. Sa façon d'agir en 1955 relativement à la modification de la loi sur la